

Entretien



OBSERVATOIRE
DU RISQUE
POLITIQUE
ET SOCIAL EN ASIE



Institut
EGA

Birmanie : la diplomatie de normalisation de la Junte face aux impératifs démocratiques

Avec Nan Su Mon Aung, représentante en France du ministère des Affaires étrangères du Gouvernement d'Unité Nationale (NUG) birman.

Propos recueillis par Olivier Guillard, chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée.

Institut d'études de géopolitique appliquée



Fondé en 2015, l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est un *think tank* reconnu en France pour son expertise dans l'analyse des relations internationales, des enjeux géopolitiques et des dynamiques diplomatiques contemporaines. Organisme d'intérêt général, l'Iega se consacre à la production d'analyses rigoureuses, à l'information du public, ainsi qu'à la formation et au conseil auprès d'acteurs publics et privés, incluant les milieux économiques, institutionnels et diplomatiques. Animé par une exigence d'indépendance intellectuelle et de rigueur analytique, l'Iega poursuit l'ambition de fédérer la société civile, les décideurs institutionnels et la communauté scientifique autour des grands enjeux géopolitiques.

L'observatoire du risque politique et social en Asie, créé par l'Iega, apporte un éclairage renouvelé sur la géopolitique de l'Asie. En adoptant le prisme du risque, pluridisciplinaire et polysémique par essence, l'observatoire revendique une approche transversale et une dimension prospectiviste. À travers cet observatoire, l'Iega intègre des acteurs stratégiques à son cadre réflexif (entreprises, groupes sociaux, organisations non gouvernementales) et apporte des éléments de réponse pouvant être exploités avec davantage de facilité. L'observatoire constitue un lieu d'études privilégié pour étudier l'interaction des dynamiques internes aux États (problématiques sociales, impact des évolutions économiques et sociétales sur le domaine politique, dynamiques géographiques et spatiales) avec leur environnement régional (tensions frontalières, multilatéralisme, partenariats stratégiques, accords diplomatiques, prise en compte des conséquences du dérèglement climatique).

L'observatoire est dirigé par Olivier Guillard, chercheur associé à l'Iega.

Nan Su Mon Aung est la représentante officielle en France du Gouvernement d'unité nationale (NUG) de Birmanie, qui incarne l'opposition démocratique face à la junte militaire dirigée par Min Aung Hlaing.

Depuis le coup d'État de 2021, la Junte militaire birmane s'emploie à rétablir sa légitimité sur la scène internationale, multipliant les initiatives diplomatiques auprès de plusieurs chefs d'État de la région. Selon Nan Su Mon Aung, toute normalisation des relations entre la communauté internationale et le régime en place constituerait une erreur stratégique majeure, équivalant à une capitulation face aux aspirations démocratiques du peuple birman. Elle exprime par ailleurs une préoccupation particulière quant à l'approfondissement des liens entre la Junte et deux puissances, la Russie et la Chine, dont l'appui militaire, économique et diplomatique produit des effets délétères et immédiats sur la population civile.

La perspective d'une paix durable demeure, dans ce contexte, hautement incertaine. Les offensives militaires se poursuivent, renforcées par un recours croissant à la force aérienne. Tout processus de sortie de crise supposerait l'ouverture d'un dialogue authentique entre l'ensemble des parties prenantes, intégrant pleinement la diversité ethnique constitutive du pays. En l'absence d'une telle dynamique, la paix reste hors de portée, tandis que la population birmane, éprouvée par cinq années de conflit et fragilisée par les épidémies et les catastrophes naturelles, continue d'en payer le prix le plus lourd.

Comment avez-vous interprété la « preuve de vie » communiquée début août par le régime attestant qu'Aung San Suu Kyi serait (a priori) en bonne santé ? Le fait que cette communication intervienne en amont du déplacement en Thaïlande de Min Aung Hlaing ne doit certainement rien au hasard ?

Nous avons évidemment accueilli avec soulagement la confirmation qu'Aung San Suu Kyi est en vie et qu'elle a pu rencontrer un représentant du CICR. Mais il ne faut pas inverser les responsabilités : elle n'aurait jamais dû être emprisonnée. Elle est détenue depuis le coup d'État de 2021, à l'issue de procès politiques iniques montés de toutes pièces.

Le calendrier interroge nécessairement. Cette visite est intervenue quelques jours avant le déplacement de Min Aung Hlaing à Bangkok, alors que le régime cherche précisément à rompre son isolement diplomatique et à obtenir sa réintégration au sein de l'ASEAN. Il est difficile de ne pas y voir un geste calculé destiné à donner des gages à la communauté internationale.

Une visite du CICR ne saurait devenir un instrument de communication politique. Ce que nous demandons reste inchangé : la libération immédiate et inconditionnelle d'Aung San Suu Kyi et de tous les prisonniers politiques.

Que vous inspire le fait que le nouveau « président » (ex-général et architecte du coup d'Etat militaire de février 2021) Min Aung Hlaing soit désormais reçu à l'étranger dans les capitales asiatiques parmi les plus influentes (Pékin en juin, New Delhi fin mai, Bangkok début août) ?

C'est évidemment préoccupant, parce que le dictateur Min Aung Hlaing poursuit un objectif très clair : transformer progressivement des contacts diplomatiques en une normalisation de son régime.

Mais il faut distinguer dialogue diplomatique et légitimité. Cinq ans après le coup d'État, la junte - car c'est toujours bien d'elle qu'il s'agit, quel que soit l'habillage institutionnel qu'elle se donne - n'a toujours pas réussi à obtenir la reconnaissance internationale qu'elle recherchait. Le représentant nommé par le gouvernement démocratiquement élu continue notamment de représenter le Myanmar aux Nations unies, et le régime demeure exclu des sommets de l'ASEAN en raison du non-respect du Consensus en cinq points, qui prévoit la cessation immédiate des violences, un dialogue entre toutes les parties, une médiation de l'ASEAN, l'acheminement de l'aide humanitaire et l'accès de son envoyé spécial à toutes les parties concernées.

Alors que le régime est même allé jusqu'à rejeter ouvertement le Consensus en cinq points, affirmant ne l'avoir jamais accepté et considérant qu'il n'avait désormais plus lieu d'être après l'organisation d'élections



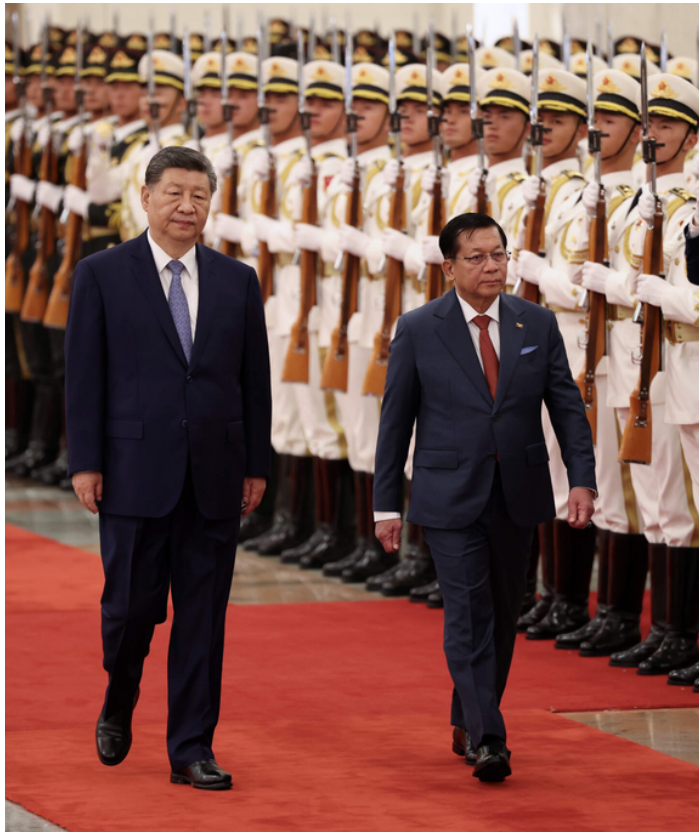
fantoches et la mise en place d'un gouvernement prétendument civil, sa visite en Thaïlande est particulièrement préoccupante. Bangkok prétend vouloir servir de « pont ». Or, un médiateur ne peut pas accorder par avance au régime ce qu'il recherche - reconnaissance, images officielles, coopération économique - puis espérer obtenir des concessions ensuite. Deux semaines à peine après cette visite, la junte commettait de nouveaux massacres de civils, notamment en bombardant un monastère bouddhiste à Myaung, dans la région de Sagaing, tuant au moins 14 personnes et en blessant une vingtaine d'autres. Loin de favoriser la modération, cette politique risque donc de récompenser son intransigeance et accentue déjà les divisions au sein de l'ASEAN.

La coopération (allant en se renforçant ces dernières années) entre Naypyidaw et Moscou, entre Naypyidaw et Pékin, a-t-elle des conséquences décisives sur le terrain des combats (fourniture de matériels et d'armements aux troupes du régime notamment) ?

Le soutien russe a des conséquences très concrètes. La Russie constitue pour le régime une source majeure d'armements et de coopération militaire, notamment dans le domaine aérien. Or l'aviation est précisément l'un des principaux avantages militaires du régime et est utilisée de manière croissante contre les populations. Comme l'a constaté le Mécanisme d'enquête indépendant de l'ONU (IIMM), les attaques aériennes contre les civils se sont intensifiées à l'approche des élections organisées par la junte fin 2025 et se poursuivent depuis, malgré l'installation d'un gouvernement prétendument civil. En contrepartie, il y a quelques jours, Min Aung Hlaing a déclaré à Vladimir Poutine être « prêt à servir les intérêts de la Russie en Asie du Sud-Est ».

La relation avec la Chine est plus complexe. Pékin poursuit avant tout ses propres intérêts stratégiques : stabilité de sa frontière, protection de ses investissements et corridors économiques, accès aux ressources. Elle dispose d'une influence considérable sur plusieurs acteurs du conflit et a notamment exercé des pressions en faveur de cessez-le-feu dans le nord-est, qui ont bénéficié à la junte en freinant les offensives de certains groupes armés et en lui permettant de redéployer une partie de ses forces vers d'autres fronts. La dépendance politique, diplomatique, économique et militaire du régime à l'égard de Pékin est désormais telle qu'il a abandonné toute prétention à la souveraineté face à la Chine.

Dans les deux cas, cependant, les intérêts des grandes puissances modifient le rapport de forces sur le terrain. Et nous voyons aussi se développer une compétition d'influence pour le contrôle des ressources et des axes stratégiques, avec des conséquences directes pour les populations.



© SIPA

Peut-on, selon vous, dire qu'une fenêtre de dialogue pour des pourparlers entre le gouvernement et la résistance pro-démocratie semble à court terme possible ?

Nous avons toujours dit qu'une solution politique était nécessaire. Mais il faut distinguer un véritable dialogue d'une opération destinée à diviser la résistance.

Le régime parle aujourd'hui de paix tout en poursuivant ses offensives, ses bombardements et la répression. Les « 100 jours » de son processus de paix se sont d'ailleurs soldés par un échec : les discussions ont essentiellement impliqué des

organisations ethniques non combattantes, tandis que les principales forces de résistance en ont été exclues ou sommées de déposer les armes. Il s'agit davantage d'une stratégie de fragmentation de la résistance que d'une véritable négociation.

Un processus crédible doit associer le NUG, les organisations ethniques et les autres forces démocratiques. La création du SCEF (Steering Council for the Emergence of a Federal Democratic Union) en mars 2026 va précisément dans ce sens : elle permet aux principales composantes de la résistance de coordonner leurs positions et de parler d'une seule voix sur l'avenir politique du pays.

L'enjeu ne consiste pas simplement à revenir à la situation qui prévalait avant le coup d'État. Il s'agit de construire une véritable Union fédérale démocratique, dans laquelle les différentes ethnies puissent participer pleinement au partage du pouvoir.

Nous sommes prêts au dialogue, mais pas à une capitulation déguisée en processus de paix. Une paix durable ne peut se construire sans justice : les responsables des crimes les plus graves devront rendre des comptes.

Sur le terrain des hostilités, les forces de la résistance et certains groupes ethniques armés, semblent accuser le coup ces derniers mois, au gré des offensives de l'armée (recourant systématiquement à l'appui aérien, nonobstant le coût pour la population civile et les victimes collatérales) ayant permis de reprendre une partie des territoires perdus précédemment.

Certes, l'armée a repris quelques territoires et axes stratégiques. Elle a bénéficié de cessez-le-feu sur certains fronts, qui lui ont permis de redéployer des forces, et elle conserve une nette supériorité dans les airs. La conscription forcée, mise en œuvre à partir de 2024, lui a également permis de reconstituer en partie ses effectifs et d'engager un grand nombre de nouvelles recrues dans ses offensives, souvent au prix de pertes humaines considérables.

Il serait tout aussi erroné d'en conclure que le régime est en train de gagner la guerre. La situation militaire reste extrêmement fragmentée. La reprise d'une ville ne signifie pas nécessairement un contrôle effectif sur le territoire environnant, et la situation varie selon les fronts. Dans l'État Rakhine, le régime a presque intégralement perdu le contrôle du territoire au profit de l'Arakan Army. Dans les États Karen et Kachin, l'armée continue de faire face à d'intenses combats. Dans le centre du pays, dans les régions de Sagaing et de Magwe, la résistance demeure profondément implantée.



AFP - STR

Malgré cinq années de guerre et des moyens militaires sans commune mesure avec ceux de la résistance, le régime n'a toujours pas réussi à rétablir son contrôle sur l'ensemble du territoire. Au contraire, dans les territoires libérés, des structures administratives et des services publics se sont développés sous l'autorité du NUG et des organisations ethniques.

Nous sommes probablement entrés dans une nouvelle phase, à savoir une guerre d'usure, avec des fronts qui évoluent et une résistance qui adapte ses stratégies. Le véritable drame est que le régime compense souvent ses difficultés au sol par l'aviation, l'artillerie et les attaques contre des zones civiles. Ce sont les populations qui en paient le prix.

Dans quel état d'esprit se trouve aujourd'hui la population birmane, plus de cinq éreintantes années après le retour des militaires et la mise entre parenthèses de la démocratie ?

Il y a évidemment une immense fatigue. Cinq années de guerre, de déplacements, de difficultés économiques, de conscription forcée et de répression ont profondément éprouvé la société birmane. Le coût de la vie a explosé et même certains produits alimentaires de base deviennent difficilement accessibles : le prix d'un œuf a été multiplié par sept depuis le coup d'État. La dégradation des infrastructures et du système de santé favorise également le

retour de crises sanitaires : à Rangoun, 500 personnes ont été hospitalisées depuis le début du mois d'août pour de sévères diarrhées et près de 150 ont été testées positives au choléra.

À cela s'ajoutent des catastrophes naturelles à répétition, notamment les récentes inondations qui touchent actuellement plus de 600 000 personnes dans 25 townships et mobilisent fortement les services de secours du NUG et les structures locales. Près de quatre millions de personnes sont aujourd'hui déplacées à l'intérieur du pays. La conscription et l'absence de perspectives poussent de nombreux jeunes à quitter le pays lorsqu'ils le peuvent.

Cependant, fatigue ne signifie pas acceptation du régime. C'est une distinction fondamentale. Malgré tout ce qu'elle a subi, la population n'a pas accordé à l'armée la légitimité qu'elle recherchait après le coup d'État.

C'est précisément l'un des échecs fondamentaux de Min Aung Hlaing : cinq ans de répression, des élections organisées sous contrôle militaire et une tentative de normalisation internationale n'ont pas permis de revenir à la situation antérieure. La société birmane a profondément changé depuis 2021 : la contestation de la domination politique de l'armée s'est accompagnée d'une remise en cause plus profonde de l'ancien système. L'aspiration à une véritable Union fédérale démocratique reste au cœur du mouvement né après le coup d'État.